

T1

UNI-SÉLECT
FAITES-EN PARTIE.



**RAPPORT INTERMÉDIAIRE DE GESTION
PREMIER TRIMESTRE 2013**



SOMMAIRE

- **Uni-Select a réalisé des ventes de 421,8 millions de dollars au cours du trimestre, soit une décroissance organique de 1.1%.** Les conditions économiques difficiles de même qu'un printemps tardif ont eu une incidence négative sur nos activités, affaiblissant la demande. En décembre 2012, la Société a subi des interruptions de ses activités à la suite du déploiement du progiciel de gestion intégré, nuisant au service à la clientèle. Ces interruptions ont été résolues à la fin janvier. De plus, les ventes ont subi les effets de deux journées de facturation en moins ainsi que la fermeture d'établissements en lien avec le plan d'optimisation. L'ensemble de ces éléments a eu un effet défavorable de 5,3 % sur les ventes.
- **Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 17,3 millions de dollars, comparativement à 26,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012.** Cette diminution est principalement attribuable aux dépenses semi-variables qui n'ont pas pu être réduites au même rythme que les ventes. De plus, la marge brute a été affectée par un changement défavorable dans le mix des canaux de distribution et à des protections de prix inférieures dont nous avons bénéficié au premier trimestre 2012.
- **Le résultat net du trimestre est de 6,1 millions de dollars comparativement à 11,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012.**
- **L'endettement total net s'élève à 310 millions de dollars, soit un niveau comparable au 31 décembre 2012.**
- **À l'aide de différentes mesures visant à améliorer les éléments du fonds de roulement, les flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles ont généré 10,6 millions de dollars, comparativement à 2,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012.**

TABLE DES MATIÈRES

- | | |
|---|--|
| ▪ Faits saillants du trimestre | ▪ Méthodes comptables |
| ▪ Commentaires préalables au rapport de gestion | ▪ Mesures financières autres que les IFRS |
| ▪ Profil et description | ▪ Données sur le taux de change |
| ▪ Analyse des résultats consolidés | ▪ Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière |
| ▪ Flux de trésorerie et sources de financement | ▪ Perspectives |
| ▪ Situation financière | ▪ États financiers intérimaires consolidés |
| ▪ Opérations entre parties liées | |
| ▪ Gestion des risques | |

Siège Social
170, boul. Industriel
Boucherville, Québec
J4B 2X3
Tél. : (450) 641-2440
Fax : (450) 449-4908
uniselect.com

Inscription boursière
Symbole :
UNS, Bourse de Toronto

Relations avec les investisseurs
Karine Vachon, directrice, relations avec les investisseurs et communications
Tél : (450) 641-6972
Courriel : Investisseurs@uniselect.com

FAITS SAILLANTS DU TRIMESTRE

(en milliers de \$US, sauf les montants par action et les pourcentages)

	Trimestre terminé le		
	31 mars 2013	31 mars 2012 ⁽³⁾	%
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
Ventes	421 820	445 260	(5,3)
BAIIA ajusté ⁽¹⁾⁽²⁾	17 311	26 602	(34,9)
Marge du BAIIA ajusté	4,1 %	6,0 %	
BAIIA ⁽¹⁾	15 928	23 908	(33,4)
Résultat ajusté ⁽²⁾	6 995	12 810	(45,4)
Résultat net	6 144	11 081	(44,6)
Flux de trésorerie disponibles	6 218	14 383	
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE			
Résultat ajusté de base et dilué	0,33	0,59	(44,1)
Résultat net de base et dilué	0,29	0,51	(43,1)
Dividende (\$CAN)	0,13	0,13	-
Nombre d'actions émises en fin de période (en milliers)	21 465 070	21 636 267	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	21 500 108	21 636 360	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation (en milliers)	21 500 108	21 637 309	
SITUATION FINANCIÈRE			
	31 mars 2013	31 déc. 2012	
Fonds de roulement	453 202	436 002	
Actif total	1 244 040	1 239 945	
Endettement total net	309 858	309 427	
Total des capitaux propres	485 577	484 205	
Rendement de l'avoir des actionnaires total moyen	7,6 %	8,8 %	
Valeur comptable par action	22,62	22,47	

- (1) Le BAIIA représente le résultat avant les postes suivants : charges financières, dotation aux amortissements, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, impôt sur le résultat et résultats attribuables aux participations sans contrôles. (Pour plus de détails à cet effet, voir la section Mesures financières autres que les IFRS.)
- (2) Le BAIIA et le résultat net ont été ajustés des frais que le Société juge non caractéristiques et non représentatifs des opérations régulières. Ces frais sont donc ajoutés afin de donner des mesures comparables. (Pour plus de détails à cet effet, voir la section Mesures financières autres que les IFRS.)
- (3) Les valeurs de 2012 ont été redressées pour tenir compte du changement de normes comptables selon IFRS 11 - « Coentreprises » et selon l'amendement à l'IAS 19 - « Avantages du personnel »

COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

Portée du rapport de gestion

Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour la période terminée le 31 mars 2013 en comparaison avec la période terminée le 31 mars 2012 et sur la situation financière au 31 mars en comparaison au 31 décembre 2012 et devrait être lu avec les États financiers consolidés et les notes complémentaires inclus dans le Rapport annuel 2012. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 1^{er} mai 2013, date de l'approbation des États financiers et du Rapport de gestion par le Conseil d'administration de la Société. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les États financiers vérifiés et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect Inc., ses filiales, divisions et coentreprises, ou l'une d'entre elles. De même, « Beck/Arnley » désigne Beck/Arnley® et « FinishMaster » désigne FinishMaster® ou FinishMaster, Inc., soit deux filiales détenues à 100 %.

À moins d'une indication contraire, toutes les données financières présentées dans ce rapport de gestion sont exprimées en milliers de dollars américains, et les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les États financiers trimestriels consolidés contenus dans le présent rapport de gestion, ont été produits selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) et non pas fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

Déclarations prospectives

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière d'Uni-Sélect.

Certaines sections du présent rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières.

Ces déclarations prospectives comportent des risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de la Société et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « Gestion des risques » du Rapport annuel. En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations tels que formulés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la direction d'Uni-Sélect n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements

PROFIL ET DESCRIPTION

Un joueur important du marché secondaire de l'automobile

Fondée en 1968, Uni-Sélect est un distributeur nord-américain de premier plan dans la distribution de pièces de remplacement, de peinture et de produits connexes via un réseau de distributeurs indépendants et de magasins corporatifs au Canada et aux États-Unis.

Leader au Canada, Uni-Sélect occupe le 6^e rang des distributeurs en Amérique du Nord et est également le plus important distributeur indépendant de peinture et de produits connexes par sa filiale FinishMaster.

Uni-Sélect fournit de nombreux services et produits essentiels à sa clientèle. Ainsi, elle offre un choix non seulement de pièces et d'équipement pour voitures domestiques mais aussi de pièces pour voitures importées, notamment les produits Beck/Arnley®, en plus d'outillage.

La Société sert trois clientèles : celle des grossistes indépendants et des comptes majeurs à qui elle fournit des pièces automobiles, des accessoires, de la peinture et des produits connexes par ses centres de distribution; celle des installateurs et des carrossiers à qui ses magasins corporatifs offrent les mêmes produits; et enfin celle des consommateurs.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages)	Premier trimestre		
	2013	2012	%
Ventes			
États-Unis	315 588	335 036	(5,8)
Canada	106 232	110 224	(3,6)
	421 820	445 260	(5,3)
BAIIA	15 928	23 908	(33,4)
Marge du BAIIA	3,8 %	5,4 %	
Ajustements ⁽¹⁾	1 383	2 694	
BAIIA ajusté	17 311	26 602	(34,9)
Marge du BAIIA ajusté	4,1 %	6,0 %	

(1) Pour plus de détails, voir le tableau ci-après et la section « Mesures comptables autres que les IFRS ».

Le tableau suivant présente les différents ajustements servant au calcul du BAIIA ajusté.

TABLEAU DES AJUSTEMENTS

(en milliers de \$US)	Premier trimestre	
	2013	2012
Frais liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré ⁽¹⁾	961	2 694
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession de magasins ⁽²⁾	422	-
Total des ajustements	1 383	2 694

(1) Comprend notamment les frais liés à la conversion des données, à la formation des employés et au déploiement dans les différents sites.

(2) Comprend notamment la résiliation des baux, la main-d'œuvre et les frais de transport nécessaires à la relocalisation des stocks et les radiations d'actifs.

Ventes

PREMIER TRIMESTRE :

La diminution des ventes de 5,3 % comparativement au trimestre correspondant de 2012 est attribuable aux facteurs suivants :

- 2 journées de facturation en moins tant aux États-Unis qu'au Canada, ce qui représente une baisse de 2,8 %;
- La fermeture d'établissements relativement au plan d'optimisation ce qui représente une baisse de 1,4 %; et
- Une décroissance organique de 1,1 %, soit :
 - (1,6 %) aux États-Unis
 - 0,3 % au Canada.

Plusieurs facteurs ont défavorisé la croissance organique, notamment une demande plus faible des réparations saisonnières, reflétant les conditions économiques difficiles ainsi qu'un printemps tardif. Par ailleurs, en décembre 2012 la Société a subi des interruptions de ses opérations à la suite du déploiement du progiciel de gestion intégré, nuisant au service à la clientèle. Ces interruptions ont été résolues à la fin janvier. Depuis, nos activités en entrepôt se sont améliorées.

BAIIA ajusté

PREMIER TRIMESTRE :

La marge du BAIIA ajusté se chiffre à 4,1 % comparativement à 6,0 % pour le trimestre correspondant de 2012.

Cette diminution de la marge du BAIIA ajusté est principalement attribuable à :

- Une baisse des ventes, alors que les dépenses n'ont pas pu être ajustées au même rythme; et
- Une marge brute plus faible en raison d'un changement défavorable dans le mix des canaux de distribution et à des protections de prix inférieures dont nous avons bénéficié au premier trimestre 2012.

Par contre, les éléments suivants ont permis de contrebalancer en partie les items précédents :

- Le plan d'optimisation, dont entre autres les fermetures de magasins, pour lequel des économies se sont matérialisées; et
- Une diminution des dépenses informatiques, et ce malgré le fait que différents systèmes sont encore en opérations, puisque la transition au progiciel de gestion intégré n'est pas terminée.

ANALYSE DES AUTRES POSTES ET DONNÉES RELATIVES AUX RÉSULTATS CONSOLIDÉS

CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

(en milliers de \$US)	Premier trimestre	
	2013	2012
Charges financières, montant net	4 069	5 117

PREMIER TRIMESTRE :

La diminution des charges financières du trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2012 est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- La réduction de l'endettement; et
- La réduction des taux d'intérêts résultant de la terminaison de tranches de swap portant intérêts à taux plus élevés.

(Pour plus de détails à cet effet voir la note 5 aux États financiers trimestriels consolidés.)

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

(en milliers de \$US)	Premier trimestre	
	2013	2012
Dotation aux amortissements	7 544	6 026

PREMIER TRIMESTRE :

L'augmentation de la dotation aux amortissements pour le trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2012 est principalement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles relatives au progiciel de gestion intégré.

(Pour plus de détails sur la dotation aux amortissements voir la note 6 aux États financiers trimestriels consolidés.)

QUOTE-PART DU RÉSULTAT DES ENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

(en milliers de \$US)	Premier trimestre	
	2013	2012
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(558)	(654)

PREMIER TRIMESTRE :

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la Société applique la norme IFRS 11 « Coentreprises » et ce de façon rétrospective. Selon la méthode de mise en équivalence, la quote-part de la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises est maintenant présentée distinctement dans l'état de la situation financière consolidée, l'état des résultats consolidés et l'état du résultat global consolidé.

(Pour plus de détails à cet effet, voir les notes 3 et 4 aux États financiers trimestriels consolidés.)

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

(en milliers de \$US)	Premier trimestre	
	2013	2012
Impôts sur le résultat	(1 271)	2 429

PREMIER TRIMESTRE :

La variation des impôts sur le résultat pour le trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2012 s'explique principalement par un changement dans la pondération géographique des résultats de la Société qui a eu un apport positif.

(Pour plus de détails sur le taux d'impôt, voir la note 8 aux États financiers trimestriels consolidés.)

RÉSULTAT ET RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente une conciliation du résultat ajusté et du résultat par action ajusté.

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages et montants par actions)	Premier trimestre		
	2013	2012	%
Résultat net attribuable aux actionnaires, tel que présenté	6 144	11 081	(44,6)
Éléments non récurrents, nets d'impôts	851	1 729	
Résultat ajusté	6 995	12 810	(45,4)
Résultat net par action attribuable aux actionnaires, tel que présenté	0,29	0,51	(43,1)
Éléments non récurrents, nets d'impôts	0,04	0,08	
Résultat par action ajusté	0,33	0,59	(44,1)
Effet dilutif des débentures convertibles et des options	-	-	
Résultat par action ajusté dilué	0,33	0,59	(44,1)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

La Société réalise des profits dans chacun des trimestres, mais historiquement, les deuxième et troisième trimestres génèrent plus de ventes que les premier et quatrième. Il convient toutefois de noter que le troisième trimestre de 2012 a été négativement affecté par des frais de restructuration de 18 458 \$ (11 543 \$ nets d'impôts) réduisant le résultat net.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des États financiers intermédiaires consolidés pour chacun des huit derniers trimestres.

(en milliers de \$ US, sauf montants par action et pourcentages)	2013	2012 ⁽¹⁾				2011		
	1 ^{er} trimestre	4 ^e trimestre	3 ^e trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	4 ^e trimestre	3 ^e trimestre	2 ^e trimestre
Ventes								
États-Unis	315 588	298 499	330 095	337 361	335 036	313 169	322 901	324 774
Canada	106 232	119 741	127 248	139 387	110 224	123 481	149 590	149 871
	421 820	418 240	457 343	476 748	445 260	436 650	472 491	474 645
BAIIA ajusté	17 311	12 301	24 687	31 214	26 602	18 558	30 759	33 304
Marge du BAIIA ajusté	4,1 %	2,9 %	5,4 %	6,5 %	6,0 %	4,3 %	6,5 %	7,0 %
BAIIA	15 928	10 394	23 285	29 517	23 908	17 187	29 904	32 303
Résultat ajusté	6 995	5 706	11 370	15 993	12 810	10 151	17 186	19 141
Résultat net	6 144	4 497	(1 067)	14 931	11 081	9 089	16 633	18 504
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres	-	-	18 458	-	-	301	-	-
Résultat ajusté de base par action	0,33	0,26	0,53	0,74	0,59	0,47	0,79	0,88
Résultat net de base par action	0,29	0,21	(0,05)	0,69	0,51	0,42	0,77	0,85
Résultat net dilué par action	0,29	0,21	(0,05)	0,68	0,51	0,42	0,75	0,84
Dividende versé par action (\$CAN)	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,12	0,12	0,12
Taux de change moyen des résultats	0,99	1,01	1,00	0,99	1,01	0,98	1,02	1,03

(1) Les valeurs de 2012 ont été redressées pour tenir compte du changement de normes comptables selon IFRS 11 - « Coentreprises » et selon l'amendement à l'IAS 19 - « Avantages du personnel »

LIQUIDITÉ ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

(en milliers de \$US)	Premier trimestre	
	2013	2012
Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles	10 556	2 884

L'augmentation de 7 672 \$ des fonds générés par les activités d'exploitation provient principalement des éléments suivants :

Créditeurs et charges à payer :

La Société a bénéficié de façon plus importante de meilleurs termes de paiement.

Stocks :

À l'aide d'une gestion serrée des inventaires et de la réduction des achats spéciaux faits en fin d'année, la Société a réduit son niveau d'inventaire, et ce malgré l'augmentation requise des achats pour la haute saison.

FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

(en milliers de \$US)	Premier trimestre	
	2013	2012
Flux de trésorerie relatifs aux activités d'investissement	(6 705)	(9 157)

La diminution de 2 452 \$ de l'utilisation de fonds par les activités d'investissement provient principalement des éléments suivants :

Développement d'immobilisations incorporelles :

Les coûts engagés dans le développement d'immobilisations incorporelles sont presque exclusivement liés au développement du progiciel de gestion intégré, lesquels diminuent au fur et à mesure que la transition progresse.

Partiellement compensée par

Acquisition d'immobilisations corporelles :

La hausse des fonds utilisés pour les immobilisations corporelles ont servi principalement au renouvellement de véhicules, de l'équipement informatique et à l'achat d'équipement d'entrepôt nécessaire à la réalisation du plan d'optimisation.

FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en milliers de \$US)	Premier trimestre	
	2013	2012
Flux de trésorerie relatifs aux activités de financement	(3 878)	6 024

La hausse de 9 902 \$ de l'utilisation de fonds par les activités de financement provient principalement de :

Dettes à long terme

En 2013, la Société n'a pas eu à faire appel à sa dette à long terme, alors qu'en 2012, le recours à la dette avait permis de supporter, entre autres, le développement des immobilisations incorporelles.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(en milliers de \$US)	Premier trimestre	
	2013	2012
BAIIA	15 928	23 908
Intérêts payés	(4 927)	(6 117)
Impôts payés	(732)	(2 119)
Achat d'immobilisations corporelles	(4 452)	(1 279)
Autres éléments hors caisse	471	(10)
Flux de trésorerie disponibles	6 288	14 383

La diminution des flux de trésorerie disponibles provient principalement de la réduction du BAIIA.

SOURCES DE FINANCEMENT**FACILITÉ DE CRÉDIT**

Au cours du trimestre, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit et en a prolongé l'échéance d'une année, soit jusqu'au 7 janvier 2017. La limite de crédit a subséquemment été réduite à 400 000 \$. (Pour plus d'information sur la facilité de crédit, voir la note 11 aux États financiers trimestriels consolidés.)

Au 31 mars 2013, selon les nouveaux termes, un montant de 83 000 \$ est non utilisé (123 000 \$ au 31 décembre 2012).

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs, et la Société, de son côté, effectue le paiement complet à l'institution financière, en fonction des termes prolongés conclus avec les fournisseurs.

Au 31 mars 2013, ces ententes permettent à la Société de reporter 81 615 \$ (76 264 \$ au 31 décembre 2012) de déboursés pour lesquels les termes de paiements ont été prolongés. La limite autorisée avec les institutions financières est de 175 000 \$. Ces montants sont présentés dans les créditeurs et charges à payer à l'état de la situation financière consolidé. Ce programme est disponible à la demande et peut-être modifié par l'une ou l'autre des parties.

STRUCTURE DU CAPITAL

ENDETTEMENT

La Société cherche à maintenir les ratios suivants :

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages)		31 mars 2013	31 déc. 2012
	Objectif		
Dette à long terme		309 951	309 549
Endettement total net		309 858	309 427
Total des capitaux propres (incluant les débetures convertibles)		533 893	533 304
<i>Ratio d'endettement total net sur le capital investi</i>	<i>Inférieur à 45 %</i>	36,7 %	36,7 %
<i>Ratio de la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total</i>	<i>Inférieur à 125 %</i>	58,1 %	58,0 %
<i>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA</i>	<i>Maximum 3,50</i>	3,90	3,54

(Pour plus de détails sur la façon dont la Société calcul ces ratios, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

La direction de la Société revoit continuellement les éléments de son fonds de roulement afin de diminuer le ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA à un niveau inférieur à 3,50.

Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinents de maintenir afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital. Toutefois, aux fins de conformité, la Société réévalue régulièrement les exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles soient respectées. Au 31 mars 2013, la Société rencontre toutes les exigences requises.

Les *ratios d'endettement total net sur le capital investi* et de *la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total* sont demeurés stables puisque la dette s'est maintenue au même niveau.

L'augmentation du *ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA* est attribuable à la réduction du BAIIA. La hausse du ratio 2012 par rapport à ce qui a été présenté en fin d'année est attribuable aux changements de normes comptables selon IFRS 11 - « Coentreprises » et selon l'amendement à l'IAS 19 - « Avantages du personnel ».

CAPITAUX PROPRES

Selon sa politique de gestion du capital, la Société cherche à atteindre les rendements suivants :

- Un rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen de 9 % supérieur au taux d'intérêt sans risque;
- Un dividende correspondant à environ 20 % du résultat net de l'année précédente.

Rendement sur l'avoir des actionnaires total moyen

Le rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen de 2013 s'est chiffré à 7,6 % en baisse comparativement à 8,8 % pour l'exercice 2012. Cette diminution du rendement est essentiellement attribuable à la diminution du résultat net de la Société.

Dividendes

Le 28 février 2013, la Société a déclaré le premier dividende trimestriel de 2013 de 0,13 \$CAN par action qui a été versé le 19 avril 2013 aux actionnaires inscrits en date du 31 mars 2013. La Société maintient présentement les dividendes de 2013 au même niveau que 2012.

Le 1^{er} mai 2013, la Société a déclaré le second dividende trimestriel de 2013 de 0,13 \$CAN par action qui sera versé le 19 juillet 2013 aux actionnaires inscrits en date du 30 juin 2013.

Renseignements sur le capital-actions

En date du 31 mars 2013, la Société a en circulation 21 465 070 actions.

Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires pour les administrateurs, les employés cadres et les membres de la direction réglé en instruments de capitaux propres et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différés ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, 298 338 options ont été octroyées aux employés cadres et aux membres de la direction de la Société au prix de levée de 22,90 \$CAN. Une charge de rémunération de 314 \$ (10 \$ au 31 mars 2012) a été comptabilisée, relatif aux 358 338 options en circulation sous le régime d'options d'achat d'actions de la Société au 31 mars 2013.

Au cours du premier trimestre 2013, la Société a formellement adopté son régime d'unités d'actions différées (le « Régime UAD ») et a octroyé 11 985 unités d'actions différées (« UAD ») sous son Régime d'unités d'actions différées (le « Régime UAD »). Une charge de rémunération de 200 \$ a été comptabilisée pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, relatif aux 23 441 UAD en circulation au 31 mars 2013.

Au cours du premier trimestre 2013, la Société a adopté un régime d'unités d'actions relatives à la performance (le « Régime UAP ») dans le cadre de son Régime de rémunération à long terme actuel. Sous les termes amendés du Régime de rémunération à long terme, certains employés cadres reçoivent une partie de leur rémunération annuelle sous une combinaison d'options d'achat d'actions ordinaires et d'unités octroyées sous le Régime UAP (« UAP »). La valeur de chaque UAP est équivalente au prix moyen de clôture d'une action ordinaire de la Société inscrite à la TSX au cours des cinq jours précédant la date à laquelle la valeur sera déterminée (la « valeur PSU »). Les UAP sont acquises à la fin de la période de trois ans suivant la date d'émission (« événement de rachat »). En fonction de l'atteinte d'indicateurs financiers sélectionnés, le détenteur a le droit de recevoir en trésorerie la valeur PSU pour chaque PSU acquise multipliée par un facteur de performance basé sur les résultats financiers atteints. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, 108 877 UAP ont été octroyées et une charge de rémunération de 178 \$ a été comptabilisée pour la même période.

Programme de rachat d'actions

Pour la période terminée le 31 mars 2013, la Société a racheté 86 100 actions ordinaires (500 en 2012) pour une contrepartie en espèces de 1 962 \$ (13 \$ en 2012) incluant une prime de 1 565 \$ (10 \$ en 2012) appliquée contre le résultat non distribué.

SITUATION FINANCIÈRE

Les différents postes de l'état de la situation financière consolidée peuvent varier de façon significative en raison des acquisitions d'entreprises et de la variation du taux de change.

Au cours du trimestre, aucune acquisition majeure n'a eu lieu pouvant affecter de façon significative la situation financière par rapport au 31 décembre 2012. De plus, le taux de change est demeuré relativement stable par rapport à cette même période l'an passé. Par conséquent, peu de variations importantes sont à signaler au niveau de la situation financière relativement à ces facteurs.

Le tableau suivant présente une analyse des principaux postes qui ont varié à l'état de la situation financière consolidée.

(en milliers de \$US)	31 mars 2013	31 déc. 2012	Impact des acquisitions ou cessions d'entreprises	Impact du taux de change	Écarts nets	Explication des écarts nets
Débiteurs et autres recevables	216 937	203 186	94	(1 645)	15 302	Principalement lié à la saisonnalité.
Stocks	524 162	528 634	754	(2 547)	(2 679)	Dû à une gestion serrée des inventaires et à la réduction des achats spéciaux faits en fin d'année
Créditeurs et charges à payer	(321 509)	(313 496)	(8)	2 344	(10 349)	Dû à de meilleurs termes de paiement.
Autres éléments du fonds de roulement	37 488	36 629	8	34	817	
Fonds de roulement excluant la trésorerie, les dettes bancaires et la portion court terme des dettes à long terme	457 078	454 953	848	(1 814)	3 091	

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a encouru des dépenses de loyer de 889 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013 (884 \$ en 2012) au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Ces ententes de location ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société et comportent des durées différentes de moins de cinq ans.

Les transactions avec les filiales sont éliminées dans les États financiers consolidés. Il n'y a eu aucun changement dans les pourcentage de détention des filiales importantes de la Société au cours du trimestre.

GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques qui pourraient avoir un impact significatif sur ses activités commerciales, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière. Uni-Sélect maintient à jour un système d'analyse et de contrôle des risques opérationnels, stratégiques et financiers afin de gérer de façon continue de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux mentionnés dans le rapport annuel de 2012.

Aucun nouveau risque n'est survenu depuis le début de l'exercice 2013.

MÉTHODES COMPTABLES

NOUVELLE MÉTHODE COMPTABLE

Méthode de consolidation

Coentreprises

Les coentreprises sont des entreprises dont les activités sont contrôlées conjointement par la Société, aux termes d'un accord contractuel. Les états financiers consolidés comprennent les quotes-parts des actifs nets des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation, et sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à la date à laquelle la Société commence à exercer un contrôle conjoint jusqu'à la date à laquelle elle cesse d'exercer un contrôle conjoint. Les dividendes reçus des coentreprises sont comptabilisés en réduction du placement. Les quotes-parts du résultat net des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation sont comptabilisés dans les « quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » dans l'état des résultats consolidés.

Avantages du personnel à long terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à long terme incluent les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre de la rémunération à base d'actions et les autres obligations relatives à la rémunération et aux avantages du personnel à long terme.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser des cotisations supplémentaires. La Société verse des cotisations à plusieurs régimes d'avantages qui sont considérés comme des régimes à cotisations définies. Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. La Société a adopté les méthodes suivantes pour tous les régimes à prestations définies :

- L'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminué des coûts des services

- passés non reconnus et de la juste valeur des actifs des régimes;
- Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes de retraite, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite et le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
 - Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes de retraite, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;
 - Quand il y a amélioration des prestations de retraite, la quote-part des avantages complémentaires au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisée au résultat net, sur une base linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Dans la mesure où des

droits à prestations sont acquis immédiatement, la charge correspondante est comptabilisée immédiatement au résultat net;

- Les gains actuariels ou les pertes actuarielles résultent de l'écart entre le rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. Les gains actuariels ou pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et les résultats non distribués dans les états financiers consolidés.

Le coût des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies est comptabilisé dans les « avantages du personnel » aux états financiers intermédiaires consolidés. Le produit ou la dépense d'intérêt net du surplus net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

MÉTHODES COMPTABLES ADOPTÉES EN 2013

Avantages du personnel

En juin 2011, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel », relatif à la comptabilisation des régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail. Cet amendement élimine certaines options de comptabilisation et de présentation précédemment permises en vertu de l'IAS 19 et exige la présentation de divulgations supplémentaires concernant les risques découlant des régimes à prestations définies. La Société a appliqué cet amendement au 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. L'application rétrospective de cet amendement a augmenté la dépense des avantages du personnel de 206 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012. Le résultat net a diminué de 150 \$, déduction faite des impôts de 56 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012. Le gain actuariel des régimes de retraite à prestations définies a augmenté de 150 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012. Le résultat par action de base et dilué a diminué de 0,01 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012.

Coentreprises

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 11 « Coentreprises » qui remplace l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires

par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, comme c'est le cas pour l'IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation pour les participations dans des coentreprises en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Avant l'adoption de cette norme, la Société appliquait la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais applique présentement la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon la méthode de mise en équivalence, la quote-part de la Société de l'actif net du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sont maintenant présentées sur une ligne, dans l'état de la situation financière consolidée, l'état des résultats consolidés et l'état du résultat global consolidé, respectivement. La Société a appliqué cette norme au 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Les produits et dépenses consolidés de la Société ont diminué et l'information géographique n'inclut plus l'information financière des coentreprises. Il n'y a pas eu pas d'impact sur le résultat net ou le résultat par action et les divulgations requises ont été incorporées dans les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

Instruments financiers - Présentation

En mai 2012, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation ». Cet amendement exige aux entreprises de comptabiliser l'impôt sur le résultat relatif aux distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres et aux coûts de transaction de capitaux propres selon les directives de l'IAS 12 « Impôt sur le résultat ». La Société a appliqué cet amendement au 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a pas eu d'impact sur les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

Instruments financiers – Informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », exigeant des divulgations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon les directives de l'IAS 32 ou qui sont sujet aux accords généraux applicables de compensation. La Société a appliqué cet amendement au 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a pas eu d'impact sur les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 10 « États financiers consolidés ». Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». La Société a appliqué cet amendement au 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a

pas eu d'impact sur les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

Divulgence des participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 12 « Divulgence des participations dans d'autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les activités hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgations supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a appliqué cet amendement au 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Les divulgations requises ont été incorporées dans les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale, ayant un effet sur toutes les normes IFRS, qui traite d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également des divulgations sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur l'évaluation et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans des nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou des divulgations cohérentes. La Société a appliqué cet amendement au 1er janvier 2013 sur une base prospective.

MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. De plus, certaines expressions n'ayant pas de définitions normalisées en vertu des IFRS, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société croit que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement pour fins de compréhension ou d'analyse.

Le tableau suivant présente les différentes définitions des termes utilisés par la direction qui ne sont pas définis selon les IFRS.

Croissance organique	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées pro forma entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, des ventes et fermetures de magasins, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, du nombre différent de journées de facturation. Uni-Sélect utilise cette mesure car elle aide à juger de l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.
BAIIA	Le BAIIA représente le résultat avant les postes suivants : charges financières, dotation aux amortissements, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, impôts sur le résultat et résultats attribuables aux participations sans contrôles. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité mais comme une information complémentaire.
Marge du BAIIA	Ce ratio correspond au BAIIA divisé par les ventes.
BAIIA ajusté, résultat ajusté et résultat ajusté par action	<p>La Direction utilise le BAIIA ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le BAIIA, le résultat net et le résultat par action provenant d'activités poursuivies, compte non tenu de certains ajustements, déduction faite des impôts sur le résultat (pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action), qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Selon la Direction, ces mesures sont plus représentatives de la performance opérationnelle de la Société et plus appropriées pour fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent entre autres aux frais non capitalisés liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré, aux frais de fermeture et de cession de magasins, aux frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, ainsi qu'au gain net sur la cession d'immobilisations corporelles.</p> <p>Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>

Flux de trésorerie disponibles	<p>Cette mesure correspond au BAIIA moins les éléments suivants : les autres éléments hors caisse selon l'état des flux de trésorerie, les intérêts payés, les impôts payés et les acquisitions d'immobilisations corporelles. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des opérations, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fond de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulements (dont les débiteurs et autres recevables, les stocks et les créditeurs et charges à payer) et autres fonds générés et utilisés selon l'état des flux de trésorerie. Par conséquent ils ne devraient pas être considérés comme une alternative à l'état des flux de trésorerie consolidé ou comme mesure de liquidité mais comme information additionnelle.</p>
Endettement total net	Cette mesure comprend les dettes bancaires et la dette à long terme (incluant la portion à court terme), nets de la trésorerie.
Coefficient d'endettement total net sur le capital investi total	Ce coefficient correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net, des débetures convertibles et de l'avoir des actionnaires total.
Dette à long terme / Avoir des actionnaires total	Ce ratio correspond à la dette à long terme (incluant la portion à court terme) divisé par la somme des débetures convertibles et de l'avoir des actionnaires total.
Dette financée par emprunt sur le BAIIA	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA pro forma.
Rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen	Ce ratio correspond au résultat net ajusté des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres divisé par l'avoir des actionnaires total moyen.

DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains par tranche de 1,00 \$ canadien :

	Période de trois mois	
	31 mars 2013	31 mars 2012
Moyenne pour la période Aux fins de l'état des résultats consolidé	0,99	1,01
	31 mars 2013	31 déc. 2012
Fin de la période Aux fins de l'état des résultats de la situation financière consolidée	0,98	1,00

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans les États financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats des opérations canadiennes sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses opérations canadiennes et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction planifie et effectue une vérification relativement au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs « le règlement 52-109 ». Ces travaux sont effectués selon le cadre de contrôle reconnu COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).

Les efforts de ce trimestre ont porté sur la mise à jour de la documentation et l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 mars 2013, le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 31 mars 2013 conformément aux exigences du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les États financiers consolidés d'Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS. Au fil des années, plusieurs contrôles compensatoires ont été ajoutés aux divers contrôles automatisés des systèmes en place afin de palier aux risques que pourraient engendrer les interfaces entre les systèmes, lesquels sont en processus de changement.

Depuis le 31 décembre 2012, aucun changement important aux contrôles internes à l'égard de l'information financière n'a été fait qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

PERSPECTIVES

En 2013, Uni-Sélect mettra l'accent sur l'amélioration de la performance de l'entreprise et sur les priorités suivantes :

- Augmenter le recrutement de magasins de grossistes indépendants et d'installateurs aux bannières Uni-Sélect et réaliser ses stratégies de ventes visant à diversifier et à accroître ses parts de marché;
- Poursuivre l'implantation du plan de d'optimisation et de réduction des dépenses;
- Réduire le niveau d'endettement à l'aide des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles.

Par ailleurs, afin de pouvoir générer de la valeur ajoutée pour ses actionnaires, la Société a débuté une révision formelle d'alternatives stratégiques axée sur ses activités automobiles américaine.

De plus, l'année 2013 marquera la finalisation du déploiement du système de gestion intégré avec une dernière vague d'implantation prévue.

Grâce aux différentes initiatives et plans d'action, la direction est confiante d'améliorer sa rentabilité et de continuer à réduire sa dette au cours des prochains trimestres.



Richard G. Roy, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



Denis Mathieu, CPA, CA, MBA
Vice-président exécutif, services corporatifs et chef
de la direction financière

Approuvé par le Conseil d'administration le 1^{er} mai 2013.

Uni-Sélect Inc.

États financiers intermédiaires consolidés pour le trimestre terminé le 31 mars 2013



UNI-SELECT®

État des résultats consolidés	22
État du résultat global consolidé	23
État des variations des capitaux propres consolidés	24
État des flux de trésorerie consolidés	25
État de la situation financière consolidée	26
Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires consolidés	27 – 35

Avis relatif à l'examen des états financiers intermédiaires consolidés
Les états financiers intermédiaires consolidés pour la période terminée le
31 mars 2013 n'ont pas fait l'objet d'un examen par l'auditeur indépendant de la Société

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action, non audités)

	Période de trois mois terminée le 31 mars	
	2013	2012
	\$	\$
Ventes	421 820	445 260
Résultat avant les postes suivants :	15 928	23 908
Charges financières, montant net (note 5)	4 069	5 117
Dotations aux amortissements (note 6)	7 544	6 026
	4 315	12 765
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	558	654
Résultat avant impôt sur le résultat	4 873	13 419
Impôt sur le résultat (recouvrement) (note 8)		
Exigible	(700)	8 044
Différé	(571)	(5 615)
	(1 271)	2 429
Résultat net	6 144	10 990
Attribuable aux actionnaires ordinaires	6 144	11 081
Attribuable aux participations sans contrôle	—	(91)
Résultat net	6 144	10 990
Résultat par action, de base et dilué (note 7)	0,29	0,51
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) (note 7)		
De base	21 500	21 636
Dilué	21 500	21 637

L'état des résultats consolidés par nature est présenté à la note 18.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ
(en milliers de dollars américains, non audités)

	Période de trois mois terminée le 31 mars	
	2013	2012
	\$	\$
Résultat net	6 144	10 990
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés dans le résultat net au cours des périodes subséquentes :		
Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts de 107 \$ (recouvrement fait des impôts de 100 \$ en 2012))	291	(271)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférée aux résultats (déduction faite des impôts de 98 \$ (180 \$ en 2012))	266	483
Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation	4 823	(4 505)
Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	(6 773)	5 999
	(1 393)	1 706
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net au cours des périodes subséquentes :		
Gain actuariel des régimes de retraite à prestations définies (déduction faite des impôts de 372 \$ (212 \$ en 2012))	993	577
Autres éléments du résultat global		
Résultat global	(400)	2 283
	5 744	13 273
Attribuable aux actionnaires ordinaires		
	5 744	13 364
Attribuable aux participations sans contrôle		
	—	(91)
Résultat global	5 744	13 273

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(en milliers de dollars américains, non audités)

	Attribuable aux actionnaires ordinaires							Total des capitaux propres
	Capital- actions	Surplus d'apport	Composante capitaux propres des débitures convertibles	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 15)	Participations Total sans contrôle		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2012	88 563	392	1 687	384 906	8 657	484 205	—	484 205
Résultat net	—	—	—	6 144	—	6 144	—	6 144
Autres éléments du résultat global	—	—	—	993	(1 393)	(400)	—	(400)
Total du résultat global	—	—	—	7 137	(1 393)	5 744	—	5 744
Contributions et distributions aux actionnaires								
Rachat d'actions (note 12)	(397)	—	—	(1 565)	—	(1 962)	—	(1 962)
Dividendes	—	—	—	(2 724)	—	(2 724)	—	(2 724)
Paiements fondés sur des actions (note 13)	—	314	—	—	—	314	—	314
	(397)	314	—	(4 289)	—	(4 372)	—	(4 372)
Solde au 31 mars 2013	88 166	706	1 687	387 754	7 264	485 577	—	485 577
Solde au 31 décembre 2011	88 940	452	1 687	367 272	6 229	464 580	1 033	465 613
Résultat net	—	—	—	11 081	—	11 081	(91)	10 990
Autres éléments du résultat global	—	—	—	577	1 706	2 283	—	2 283
Total du résultat global	—	—	—	11 658	1 706	13 364	(91)	13 273
Contributions et distributions aux actionnaires								
Rachat d'actions (note 12)	(3)	—	—	(10)	—	(13)	—	(13)
Dividendes	—	—	—	(2 832)	—	(2 832)	—	(2 832)
Paiements fondés sur des actions (note 13)	—	10	—	—	—	10	—	10
	(3)	10	—	(2 842)	—	(2 835)	—	(2 835)
Variations des participations dans des filiales qui ne résultent pas en une perte de contrôle								
Rachat des participations sans contrôle	—	(98)	—	—	—	(98)	(955)	(1 053)
Écart de conversion sur les participations sans contrôle	—	—	—	—	—	—	13	13
Solde au 31 mars 2012	88 937	364	1 687	376 088	7 935	475 011	—	475 011

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
(en milliers de dollars américains, non audités)

	Période de trois mois terminée le 31 mars	
	2013	2012
	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net	6 144	10 990
Éléments hors caisse		
Charges financières montant net (note 5)	4 069	5 117
Dotation aux amortissements (note 6)	7 544	6 026
Impôt sur le résultat (recouvrement) (note 8)	(1 271)	2 429
Autres éléments hors caisse	471	(10)
Variation des éléments du fonds de roulement	(742)	(13 432)
Intérêts payés	(4 927)	(6 117)
Impôt sur le résultat payé	(732)	(2 119)
Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles	<u>10 556</u>	<u>2 884</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'entreprises	(953)	(1 570)
Solde de prix d'achat	(116)	(364)
Avances aux marchands membres	(3 108)	(2 413)
Encaissements de placements et des avances à des marchands membres	2 476	1 446
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 452)	(1 279)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	176	122
Acquisition et développement d'immobilisations incorporelles	(728)	(5 099)
Flux de trésorerie relatifs aux activités d'investissement	<u>(6 705)</u>	<u>(9 157)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette à long terme	196 939	21 214
Remboursement sur la dette à long terme	(195 613)	(12 445)
Dépôts de garantie des marchands membres	(503)	(116)
Rachat d'actions (note 12)	(1 962)	(13)
Dividendes versés	(2 739)	(2 616)
Flux de trésorerie relatifs aux activités de financement	<u>(3 878)</u>	<u>6 024</u>
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(2)	19
Diminution nette de la trésorerie	(29)	(230)
Trésorerie au début	122	1 055
Trésorerie à la fin	<u>93</u>	<u>825</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
(en milliers de dollars américains, non audités)

	31 mars	31 décembre
	2013	2012
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie	93	122
Débiteurs et autres recevables	216 937	203 186
Impôt sur le résultat à recevoir	28 987	27 917
Stocks	524 162	528 634
Frais payés d'avance	11 244	11 527
Total des actifs courants	781 423	771 386
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et avances aux marchands membres	36 775	36 249
Immobilisations corporelles (note 9)	48 130	49 731
Immobilisations incorporelles (note 10)	149 934	153 572
Écarts d'acquisition (note 10)	186 268	187 081
Actif d'impôts différés	41 510	41 926
TOTAL DE L'ACTIF	1 244 040	1 239 945
PASSIF		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer	321 509	313 496
Dividendes à payer	2 743	2 815
Versements sur la dette à long terme et sur les dépôts de garantie des marchands membres	3 969	19 073
Total des passifs courants	328 221	335 384
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	24 219	26 903
Dette à long terme (note 11)	305 982	290 476
Débetures convertibles	48 316	49 099
Dépôts de garantie des marchands membres	7 099	7 768
Instruments financiers dérivés	1 128	1 891
Passif d'impôts différés	43 498	44 219
TOTAL DU PASSIF	758 463	755 740
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 12)	88 166	88 563
Surplus d'apport	706	392
Composante capitaux propres des débetures convertibles	1 687	1 687
Résultats non distribués	387 754	384 906
Cumul des autres éléments du résultat global (note 15)	7 264	8 657
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	485 577	484 205
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	1 244 040	1 239 945

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

1 – STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect Inc. (la « Compagnie ») est une société domiciliée au Canada et dument constituée et régie par la loi sur les sociétés par actions (Québec). La Compagnie est la société-mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant la Compagnie et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est un important distributeur de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage et d'accessoires et de peinture et de produits connexes pour véhicules automobiles. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Ces états financiers résumés intermédiaires consolidés présentent les activités et la situation financière de la Compagnie et de toutes ses filiales ainsi que la participation de la Société dans des coentreprises.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

2 – BASE D'ÉTABLISSEMENT

Déclaration de conformité

Ces états financiers résumés intermédiaires consolidés ont été établis selon l'IAS 34 « Information financière intermédiaire » et ne comprennent pas toutes les informations financières requises à la présentation d'états financiers annuels. Les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus en tenant compte des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

Les normes comptables appliquées pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013 sont conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et sont cohérentes avec les normes comptables adoptées par la Société dans ses états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 à l'exception des normes présentées à la note 3.

La publication des états financiers intermédiaires consolidés a été approuvée et autorisée par le conseil d'administration de la Compagnie le 1^{er} mai 2013.

Base d'évaluation

Les états financiers intermédiaires consolidés ont été établis au coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont évalués au montant net des actifs du régime, majoré du coût des services passés non comptabilisés et diminué de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar canadien pour les entités au Canada et le dollar américain pour les entités aux États-Unis. Les états financiers intermédiaires consolidés sont présentés en dollars américains qui représentent la monnaie de présentation de la Société.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

3 – MÉTHODES COMPTABLES

Les normes comptables appliquées dans ces états financiers intermédiaires consolidés sont cohérentes avec les normes comptables présentées dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, à l'exception des normes présentées ci-dessous.

Méthode de consolidation

(i) Coentreprises

Les coentreprises sont des entreprises dont les activités sont contrôlées conjointement par la Société, aux termes d'un accord contractuel. Les états financiers consolidés comprennent les quotes-parts des actifs nets des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation, et sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à la date à laquelle la Société commence à exercer un contrôle conjoint jusqu'à la date à laquelle elle cesse d'exercer un contrôle conjoint. Les dividendes reçus des coentreprises sont comptabilisés en réduction du placement. Les quotes-parts du résultat net des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation sont comptabilisés dans les « quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » dans l'état des résultats consolidés.

Avantages du personnel à long terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à long terme incluent les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre de la rémunération à base d'actions et les autres obligations relatives à la rémunération et aux avantages du personnel à long terme.

(i) Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser des cotisations supplémentaires. La Société verse des cotisations à plusieurs régimes d'avantages qui sont considérés comme des régimes à cotisations définies. Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. La Société a adopté les méthodes suivantes pour tous les régimes à prestations définies :

- L'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminué des coûts des services passés non reconnus et de la juste valeur des actifs des régimes;
- Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes de retraite, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite et le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes de retraite, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;
- Quand il y a amélioration des prestations de retraite, la quote-part des avantages complémentaires au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisée au résultat net, sur une base linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Dans la mesure où des droits à prestations sont acquis immédiatement, la charge correspondante est comptabilisée immédiatement au résultat net;
- Les gains actuariels ou les pertes actuarielles résultent de l'écart entre le rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. Les gains actuariels ou pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et les résultats non distribués dans les états financiers consolidés.

Le coût des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies est comptabilisé dans les « avantages du personnel » aux états financiers intermédiaires consolidés. Le produit ou la dépense d'intérêt net du surplus net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

4 – CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTÉES EN 2013

(i) Avantages du personnel

En juin 2011, l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») a publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel », relatif à la comptabilisation des régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail. Cet amendement élimine certaines options de comptabilisation et de présentation précédemment permises en vertu de l'IAS 19 et exige la présentation de divulgations supplémentaires concernant les risques découlant des régimes à prestations définies. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. L'application rétrospective de cet amendement a augmenté la dépense des avantages du personnel de 206 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012. Le résultat net a diminué de 150 \$, déduction faite des impôts de 56 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012. Le gain actuariel des régimes de retraite à prestations définies a augmenté de 150 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012. Le résultat par action de base et dilué a diminué de 0,01 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012.

(ii) Coentreprises

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 11 « Coentreprises » qui remplace l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, comme c'est le cas pour l'IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation pour les participations dans des coentreprises en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Avant l'adoption de cette norme, la Société appliquait la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais applique présentement la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon la méthode de mise en équivalence, la quote-part de la Société de l'actif net du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sont maintenant présentées sur une ligne, dans l'état de la situation financière consolidée, l'état des résultats consolidés et l'état du résultat global consolidé, respectivement. La Société a appliqué cette norme au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Les produits et dépenses consolidés de la Société ont diminué et l'information géographique n'inclut plus l'information financière des coentreprises. Il n'y a pas eu d'impact sur le résultat net ou le résultat par action et les divulgations requises ont été incorporées dans les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(iii) Instruments financiers - Présentation

En mai 2012, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation ». Cet amendement exige aux entreprises de comptabiliser l'impôt sur le résultat relatif aux distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres et aux coûts de transaction de capitaux propres selon les directives de l'IAS 12 « Impôt sur le résultat ». La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a pas eu d'impact sur les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(iv) Instruments financiers – Informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », exigeant des divulgations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon les directives de l'IAS 32 ou qui sont sujet aux accords généraux applicables de compensation. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a pas eu d'impact sur les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(v) États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 10 « États financiers consolidés ». Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a pas eu d'impact sur les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(vi) Divulgence des participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 12 « Divulgence des participations dans d'autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les activités hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgations supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Les divulgations requises ont été incorporées dans les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(vii) Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale, ayant un effet sur toutes les normes IFRS, qui traite d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également des divulgations sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur l'évaluation et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans des nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou des divulgations cohérentes. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base prospective.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS
(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

5 – CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Période de trois mois terminée le 31 mars	
	2013	2012
	\$	\$
Intérêts sur la dette bancaire	—	5
Intérêts sur la dette à long terme	2 264	2 932
Intérêts sur les débetures convertibles	757	762
Charge de désactualisation sur les débetures convertibles	111	110
Amortissement des frais de financement	320	379
Intérêts sur l'obligation nette au titre des prestations définies	281	300
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres	42	42
Reclassement dans le résultat net des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	364	663
Total des charges financières	<u>4 139</u>	<u>5 193</u>
Produit d'intérêts des marchands membres	(70)	(76)
Total des charges financières, montant net	<u>4 069</u>	<u>5 117</u>

6 – DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Période de trois mois terminée le 31 mars	
	2013	2012
	\$	\$
Immobilisations corporelles	3,258	3,146
Immobilisations incorporelles	4,286	2,880
Total de la dotation aux amortissements	<u>7,544</u>	<u>6,026</u>

7 – RÉSULTAT PAR ACTION

Le rapprochement du résultat de base par action et du résultat dilué par action se présente comme suit :

	Période de trois mois terminée le 31 mars	
	2013	2012
	\$	\$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires utilisé pour le résultat de base et dilué par action	<u>6 144</u>	<u>11 081</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat de base par action	21 500 108	21 636 360
Incidence de la levée des options d'achat d'actions ⁽¹⁾	—	949
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat dilué par action	<u>21 500 108</u>	<u>21 637 309</u>
Résultat par action de base et dilué	<u>0,29</u>	<u>0,51</u>

⁽¹⁾ Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, 358 338 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix de marché des actions. Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2012 et 2013, les débetures convertibles ont été exclues puisque l'impact de leur conversion était anti-dilutif.

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS
 (en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

8 – IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires combinés applicables dans les territoires canadiens où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé à l'état des résultats consolidés se présente comme suit :

	Période de trois mois terminée le 31 mars	
	2013	2012
	\$	\$
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires de la Société – 27,23 % (26,74 % en 2012)	1 327	3 588
Taux d'impôts différents appliqués dans le pays de domiciliation fiscale des établissements étrangers	299	1 097
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(2 872)	(2 582)
Charges non-déductibles fiscalement	171	221
Comptabilisation des différences temporelles non comptabilisées antérieurement	—	(312)
Autres	(196)	417
Impôt sur le résultat (recouvrement) comptabilisé à l'état des résultats consolidés	(1 271)	2 429

9 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et pavage	Bâtiments	Mobilier et équipement	Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût	2 671	16 375	42 035	27 999	29 777	11 960	130 817
Cumul de l'amortissement	(278)	(8 091)	(29 809)	(19 108)	(15 338)	(8 462)	(81 086)
Solde au 31 décembre 2012	2 393	8 284	12 226	8 891	14 439	3 498	49 731
Dotation aux amortissements	(3)	(118)	(638)	(857)	(1 299)	(343)	(3 258)
Dispositions	—	—	(30)	(1)	(63)	(3)	(97)
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	—	—	—	3	50	—	53
Acquisitions	6	139	1 121	326	240	160	1 992
Écart de conversion	(38)	(85)	(89)	(47)	(15)	(17)	(291)
Variations nettes	(35)	(64)	364	(576)	(1 087)	(203)	(1 601)
Coût	2 633	16 304	42 690	28 140	29 509	12 058	131 334
Cumul de l'amortissement	(275)	(8 084)	(30 100)	(19 825)	(16 157)	(8 763)	(83 204)
Solde au 31 mars 2013	2 358	8 220	12 590	8 315	13 352	3 295	48 130

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS
 (en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

10 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

	Immobilisations incorporelles			Total	Écarts d'acquisition
	Marque de commerce	Relations clients et autres	Logiciels		
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût	8 650	76 692	99 793	185 135	187 081
Cumul de l'amortissement	—	(14 489)	(17 074)	(31 563)	—
Solde au 31 décembre 2012	8 650	62 203	82 719	153 572	187 081
Dotation aux amortissements	—	(1 781)	(2 505)	(4 286)	—
Développement à l'interne	—	—	633	633	—
Acquisitions	—	1	404	405	—
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	—	—	—	—	50
Dispositions	—	—	(1)	(1)	—
Écart de conversion	—	(24)	(365)	(389)	(863)
Variations nettes	—	(1 804)	(1 834)	(3 638)	(813)
Coût	8 650	76 661	100 268	185 579	186 268
Cumul de l'amortissement	—	(16 262)	(19 383)	(35 645)	—
Solde au 31 mars 2013	8 650	60 399	80 885	149 934	186 268

11 – FACILITÉS DE CRÉDIT ET DETTE À LONG TERME

Facilités de crédit

Au cours du premier trimestre 2013, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit et a prolongé l'échéance d'un an jusqu'au 7 janvier 2017. Le prêt à terme, solde restant de 177 500 \$, a été converti en une marge de crédit sous la portion du prêt rotatif de la facilité de crédit duquel le total a augmenté de 427 500 \$ à 435 000 \$ et réduit subséquemment à 400 000 \$. La Société, sous les termes amendés de la facilité de crédit, profite de taux d'intérêt effectif réduits, qui reflètent les conditions du marché.

Suite à cet amendement, la facilité de crédit de la Société, qui comprend une facilité de crédit rotatif à long terme de 400 000 \$, est disponible en dollars canadiens ou américains et peut être remboursée en tout temps et ce, sans pénalité. Les taux d'intérêts variables sont basés sur le LIBOR en dollars américains, les acceptations bancaires et les taux préférentiels majorés des marges applicables.

Dettes à long terme

	Échéance	Taux d'intérêt effectif	Versements	31 mars	31 décembre
				2013	2012
		%	\$	\$	\$
Facilité de crédit rotatif, taux variables, désignée comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères – 309 912 \$ (116 000 \$ au 31 décembre 2012)	2017	2,30 % à 5,53 %	—	299 568	119 098
Prêt à terme, taux variables, désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères – néant (181 250 \$ au 31 décembre 2012)	2016	2,58 % à 5,98 %	—	—	179 380
Contrats de location-financement, taux variables	—	—	3 812	10 187	10 864
Autres	2021	0 %	—	39	47
			3 812	309 794	309 389
Versements exigibles à court terme				3 812	18 913
Dettes à long terme				305 982	290 476

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

12 – CAPITAL-ACTIONS

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, la Société a racheté 86 100 actions ordinaires (500 en 2012) pour une contrepartie en espèces de 1 962 \$ (13 \$ en 2012) incluant une prime au rachat d'actions de 1 565 \$ (10 \$ en 2012) appliquée en réduction des résultats non distribués.

Suite aux rachats d'actions au cours du premier trimestre 2013, la Société a en circulation 21 465 070 actions ordinaires (21 551 170 au 31 décembre 2012) au 31 mars 2013.

13 – RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires pour les administrateurs, les employés cadres et les membres de la direction réglé en instruments de capitaux propres et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différés ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, 298 338 options ont été octroyées aux employés cadres et aux membres de la direction de la Société au prix de levée de 22,90 \$CAN. Une charge de rémunération de 314 \$ (10 \$ au 31 mars 2012) a été comptabilisée, relatif aux 358 338 options en circulation sous le régime d'options d'achat d'actions de la Société au 31 mars 2013.

Au cours du premier trimestre 2013, la Société a formellement adopté son régime d'unités d'actions différées (le « Régime UAD ») et a octroyé 11 985 unités d'actions différées (« UAD ») sous son Régime d'unités d'actions différées (le « Régime UAD »). Une charge de rémunération de 200 \$ a été comptabilisée pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, relatif aux 23 441 UAD en circulation au 31 mars 2013.

Au cours du premier trimestre 2013, la Société a adopté un régime d'unités d'actions lié à la performance (le « Régime UAP ») dans le cadre de son Régime de rémunération à long terme actuel. Sous les termes amendés du Régime de rémunération à long terme, certains employés cadres reçoivent une partie de leur rémunération annuelle sous une combinaison d'options d'achat d'actions ordinaires et d'unités octroyées sous le Régime UAP (« UAP »). La valeur de chaque UAP est équivalente au prix moyen de clôture d'une action ordinaire de la Société inscrite à la TSX au cours des cinq jours précédant la date à laquelle la valeur sera déterminée (la « valeur PSU »). Les UAP sont acquises à la fin de la période de trois ans suivant la date d'émission (« événement de rachat »). En fonction de l'atteinte d'indicateurs financiers sélectionnés, le détenteur a le droit de recevoir en trésorerie la valeur PSU pour chaque PSU acquise multipliée par un facteur de performance basé sur les résultats financiers atteints. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, 108 877 UAP ont été octroyées et une charge de rémunération de 178 \$ a été comptabilisée pour la même période.

14 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue aux régimes de retraite à prestations définies et aux régimes de retraite à cotisations définies.

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, la charge des avantages du personnel relative aux régimes de retraite à prestations définies est de 856 \$ (558 \$ pour 2012) et la charge d'intérêt net de 281 \$ (300 \$ pour 2012) a été comptabilisée dans les « charges financières, montant net ». Une charge des avantages du personnel de 464 \$ (622 \$ pour 2012) relative aux régimes de retraite à cotisations définies a aussi été comptabilisée pour la même période.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

15 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion cumulé	Gains (pertes) de change non réalisé(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2012	526	9 500	(1 369)	8 657
Autres éléments du résultat global	4 823	(6 773)	557	(1 393)
Solde au 31 mars 2013	5 349	2 727	(812)	7 264
Solde au 31 décembre 2011	5 446	2 612	(1 829)	6 229
Autres éléments du résultat global	(4 505)	5 999	212	1 706
Solde au 31 mars 2012	941	8 611	(1 617)	7 935

16 – OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a encouru des dépenses de loyer de 889 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013 (884 \$ en 2012) au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Ces ententes de location ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société et comportent des durées différentes de moins de cinq ans.

17 – INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La Société considère ses activités de distribution de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage, d'accessoires et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles comme un seul secteur d'exploitation.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

	Période de trois mois terminée le 31 mars	
	2013	2012
	\$	\$
Ventes		
Canada	106 232	110 224
États-Unis	315 588	335 036
Total	421 820	445 260

	31 mars 2013		
	Canada	États-Unis	Total
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	13 721	34 409	48 130
Immobilisations incorporelles	18 566	131 368	149 934
Écarts d'acquisition	41 461	144 807	186 268

	31 décembre 2012		
	Canada	États-Unis	Total
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	14 453	35 278	49 731
Immobilisations incorporelles	19 249	134 323	153 572
Écarts d'acquisition	42 325	144 756	187 081

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

18 – ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS PAR NATURE

	Période de trois mois terminée le 31 mars	
	2013	2012
	\$	\$
Ventes	421 820	445 260
Dépenses opérationnelles		
Avantages du personnel	74 437	78 614
Achats, nets des changements de stocks	291 769	299 304
Autres dépenses	39 686	43 434
	405 892	421 352
Résultat avant la dotation aux amortissements, les charges financières, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat	15,928	23,908
Dotation aux amortissements (note 6)	7 544	6 026
Résultat opérationnel	8 384	17 882
Charges financières, montant net (note 5)	4 069	5 117
	4 315	12 765
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	558	654
Impôt sur le résultat (recouvrement) (note 8)		
Exigible	(700)	8 044
Différé	(571)	(5 615)
	(1 271)	2 429
Résultat net	6 144	10 990
Attribuable aux actionnaires ordinaires	6 144	11 081
Attribuable aux participations sans contrôle	—	(91)
	6 144	10 990
Résultat par action, de base et dilué (note 7)	0,29	0,51
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) (note 7)		
De base	21 500	21 636
Dilué	21 500	21 637